

Campagne céréalière 2003/2004 : la faiblesse de

Proche de 55 millions de tonnes, la production de céréales a reculé en France de 21 % en 2003 par rapport à 2002 et de 16 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La succession du gel hivernal, de la sécheresse au printemps et de la canicule estivale en 2003 a eu des effets très néfastes sur les rendements de la plupart des grandes cultures. En Europe, la situation a été également peu favorable avec une offre totale de céréales en repli de 11 % par rapport à 2002. Malgré un redressement de la récolte américaine, le marché mondial du blé est resté encore déficitaire en 2003/2004. Cette situation a provoqué une baisse des stocks mondiaux et a engendré une certaine tension sur les cours du blé américain.

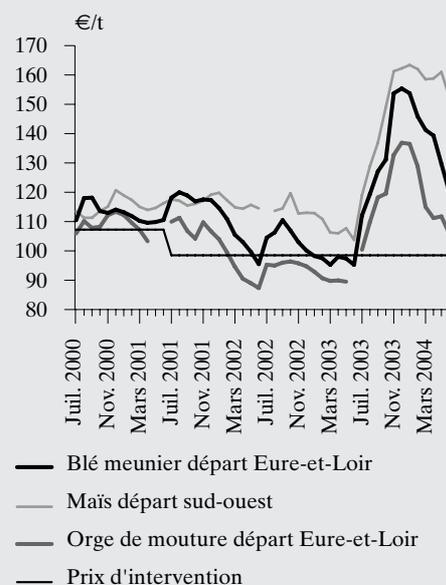
Dans ce contexte d'offre réduite, voire même de pénurie en maïs, les cours des céréales ont été particulièrement fermes en France. Ainsi sur la campagne 2003/2004, les prix moyens de marché (moyenne arithmétique) de l'orge et du blé tendre au départ des zones de production ont dépassé le niveau de l'intervention de 22 % et 36 %. La hausse a atteint 56 % en maïs. De tels écarts par rapport au prix plancher sont inhabituels, les prix fluctuent en général dans une petite fourchette autour du prix d'intervention. Les prix de marché rapportés au prix d'intervention ont dépassé en 2003/2004 leur niveau moyen des cinq dernières années dans une fourchette allant de 24 % à 44 % selon les cultures. Ce rapport de prix a été utilisé pour tenir compte de la baisse des prix de marché qui est intervenue lors de la mise en place de l'Agenda 2000 instaurant une baisse de 15 % du prix d'intervention et de rendre ainsi comparable les prix lors des cinq dernières campagnes. Les cours du blé et de l'orge se sont repliés lors de la seconde moitié de campagne après leur envolée du 1^{er}

semestre, mais ceux du maïs ont peu fléchi. Le marché européen du maïs est nettement moins excédentaire que celui du blé. Il atteint à peine l'équilibre en temps normal, c'est-à-dire que les disponibilités permettent juste d'assurer les besoins intérieurs, les volumes disponibles à l'exportation étant toujours très limités. Les prix sont de ce fait plus sensibles aux variations de production.

Le niveau élevé des prix des céréales en 2003/2004 a permis une certaine compensation de la perte de production, due essentiellement aux chutes de rendement.

Le coût élevé des céréales en 2003/2004 a entraîné en France un ralentissement de 2 % des incorporations totales de céréales en alimentation animale après

**Des cours des céréales
exceptionnellement élevés
en 2003/2004**



Source : ONIC La Dépêche

L'offre provoque une envolée des cours et un repli des exportations

les sommets atteints lors des deux précédentes campagnes (11,4 millions de tonnes en 2001/2002 et 2002/2003). Les utilisations de blé seraient en baisse de 10 % (5,9 millions de tonnes soit un recul de 600 000 tonnes) et celles de maïs de 8 %. De l'ordre de 2,8 millions de tonnes, ces dernières reculeraient de 200 000 tonnes. En revanche, l'orge regagnerait un peu de terrain avec 1,9 million de tonnes, soit 600 000 tonnes de plus que l'an passé. L'auto-consommation de céréales à la ferme accuse aussi une forte baisse. La fermeté des cours des céréales a incité les agriculteurs à commercialiser en 2003/2004 une plus forte proportion de leur récolte. Avec 3 millions de tonnes et 1,2 million de tonnes, les auto-consommations de blé tendre et de maïs sont chacune en repli d'un million de tonnes par rapport à une année normale. La campagne 2003/2004 a vu le retour des importations de manioc, pour des quantités limitées il est vrai.

La faiblesse des disponibilités a réduit le potentiel exportable dans l'UE, notamment en France, principal exportateur européen. La supériorité du prix du blé européen par rapport au blé américain, ainsi que la dépréciation du dollar ont aussi rendu les exportations communautaires plus difficiles. Dans un contexte d'offre restreinte, la Commission européenne n'a délivré aucune restitution à l'exportation, souhaitant favoriser l'approvisionnement du marché intérieur et limiter ainsi la tension sur les cours. Elle a délivré en 2003/2004 des certificats d'exportation pour un montant de 13,6 millions de tonnes de céréales (grains et produits transformés) contre 26 millions de tonnes en 2002/2003, qui reflétait le résultat moyen des cinq dernières années. La baisse des exportations vers les pays tiers a été marquée pour les exportations de grains d'orge (1,4 million de tonnes) et de blé (4,8 millions de tonnes). En revanche, les exportations françaises de blé et d'orge vers les pays de l'UE ont affiché de bons résultats.

Selon le CIC, l'Union européenne a contribué seulement à 8 % du commerce mondial du blé en 2003/2004 contre 15 % lors de la précédente campagne. La part des États-Unis s'est au contraire accrue, passant de 22 % à 33 %.

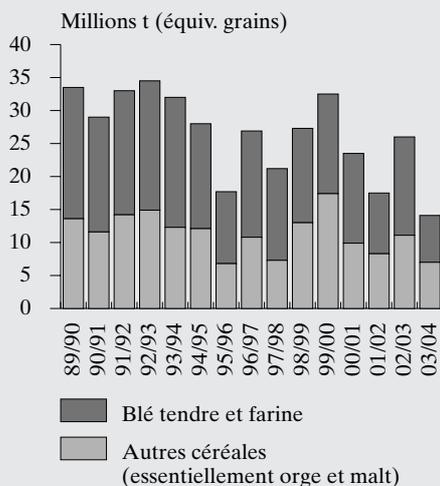
Pour faire face à la pénurie sur le marché du maïs, les pays déficitaires du sud de l'UE ont développé leurs importations en provenance du continent américain. Ils ont importé 5 millions de tonnes en 2003/2004 contre 3 millions de tonnes en 2002/2003. Dépassant 155 % du prix d'intervention (prix maximum d'entrée pour les produits importés en Europe), le coût très élevé du maïs européen a rendu

économiquement possible les importations de maïs en provenance des pays tiers.

La Commission européenne a remis en vente sur le marché des stocks d'intervention pour accroître l'offre et tenter de limiter la spirale haussière des cours. Au total, près de 3 millions de tonnes de céréales ont été adjudgées en 2003/2004 (dont 1,5 million de tonnes de seigle, 700 000 tonnes d'orge et 700 000 tonnes de blé), mais il reste encore 3 millions de tonnes de seigle dans les stocks d'intervention.

En 2003/2004, les offres à l'intervention ont été très faibles dans l'UE (260 000 tonnes). L'essentiel des offres concernait du seigle et de l'orge allemands.

Des exportations communautaires au plus bas en 2003/2004



La forte baisse des stocks de blé dans l'UE provoque une envolée des cours en France

